

Rencontre Théâtre et régions

Pierre Rousseau

Numéro 12, été 1979

Pour les années 80

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29101ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rousseau, P. (1979). Rencontre : théâtre et régions. *Jeu*, (12), 69–73.

L'A.Q.J.T. doit mobiliser toutes les forces actives au plan culturel du peuple québécois si elle veut se retrouver au centre d'une pratique cohérente du théâtre populaire.

louis-dominique lavigne

rencontre: théâtre et régions

13^e festival de l'a.q.j.t., à Montréal, du 20 au 27 mai 1979.

tableau des régions

Ce n'est pas d'hier qu'on parle de régionalisation à l'A.Q.J.T., l'un des premiers organismes à s'être impliqué dans cette question. Le travail en région a toujours été un important cheval de bataille des troupes de l'A.Q.J.T. Pour ces troupes, le mot régionalisation désigne le phénomène qui vise à donner aux régions une plus grande autonomie politique, économique, culturelle et affective.

La rencontre, présentée sous forme d'un panel où cinq représentants de troupes de différents coins du Québec exposaient la situation de leur région respective, avait lieu pour faire le point sur la situation actuelle, à savoir où en sont rendues les troupes. Chacun brossait d'abord un tableau général de sa région en plus d'y inscrire le travail de sa troupe et de son implication. Après quoi les participants à la rencontre ont pu compléter l'information et en discuter, afin de mieux situer le travail de régionalisation des troupes.

Parmi les points importants à retenir de cette rencontre, il faut souligner l'excellent tableau des régions qui en est ressorti.

Chaque panelliste a pu dresser le plan des structures gouvernementales de toutes sortes installées dans sa région, parler de leur efficacité et voir la différence entre les vaines structures administratives n'ayant aucun contact avec la base et les autres qui essaient vraiment de s'impliquer. Tableau important s'il en est un, car si le bureau régional du M.A.C., par exemple, est très présent au milieu dans l'Est du Québec, il n'en va pas de même dans l'Estrie où les troupes préfèrent travailler de concert avec le Conseil de la culture. Et comment parler de Montréal où le bureau régional du M.A.C. est pratiquement invisible, certaines troupes en ignorant même l'existence, et où il n'existe même pas de structure régionale comme un Conseil de la culture par exemple. Certains ne verraient là que des détails inutiles, mais quand vient le temps de parler de subventions, ces détails révèlent toute leur importance. Surtout avec le nouveau plan de décloisonnement des décisions, pour la remise des subventions, alors que, dans les régions, ce seront les Conseils de la culture qui verront à répartir l'enveloppe budgétaire, en collaboration avec les principaux intéressés dans bien des cas. À Montréal, vu l'absence de Conseil de la Culture, le ministère a formé un jury, structure préférable à la seule décision des fonctionnaires, mais beaucoup plus élitaire quand même.

Toutes ces données rendent compte des efforts déployés dans chacune des régions



pour faire en sorte que les praticiens soient, eux aussi, directement impliqués dans les prises de décision. Cela va des relations avec les ministères comme avec certaines structures de loisirs ou encore d'éducation, tel le chaud dossier de la C.E.C.M. dont il a aussi été question.

Pour compléter le tableau, on a aussi parlé des autres organismes ou regroupements de citoyens de chacune des régions et avec qui les troupes travaillent de plus en plus. Ces regroupements (associations culturelles, groupes populaires, coopératives communautaires, organismes de services ou de luttes, etc.) sont tantôt voués au culturel, tantôt au social. Les troupes prêtant leurs moyens à des causes diverses pour participer à la vie de leur région et ainsi aviver le développement d'une culture et d'un théâtre populaires.

Ce premier temps de la rencontre aura permis à chacun de réaliser la similitude du travail des troupes, peu importe la région, puisque de l'une à l'autre les réalités se

recourent, à la différence que dans une région on travaille plus avec tel genre de regroupement alors que dans une autre, c'est plutôt avec tel autre...

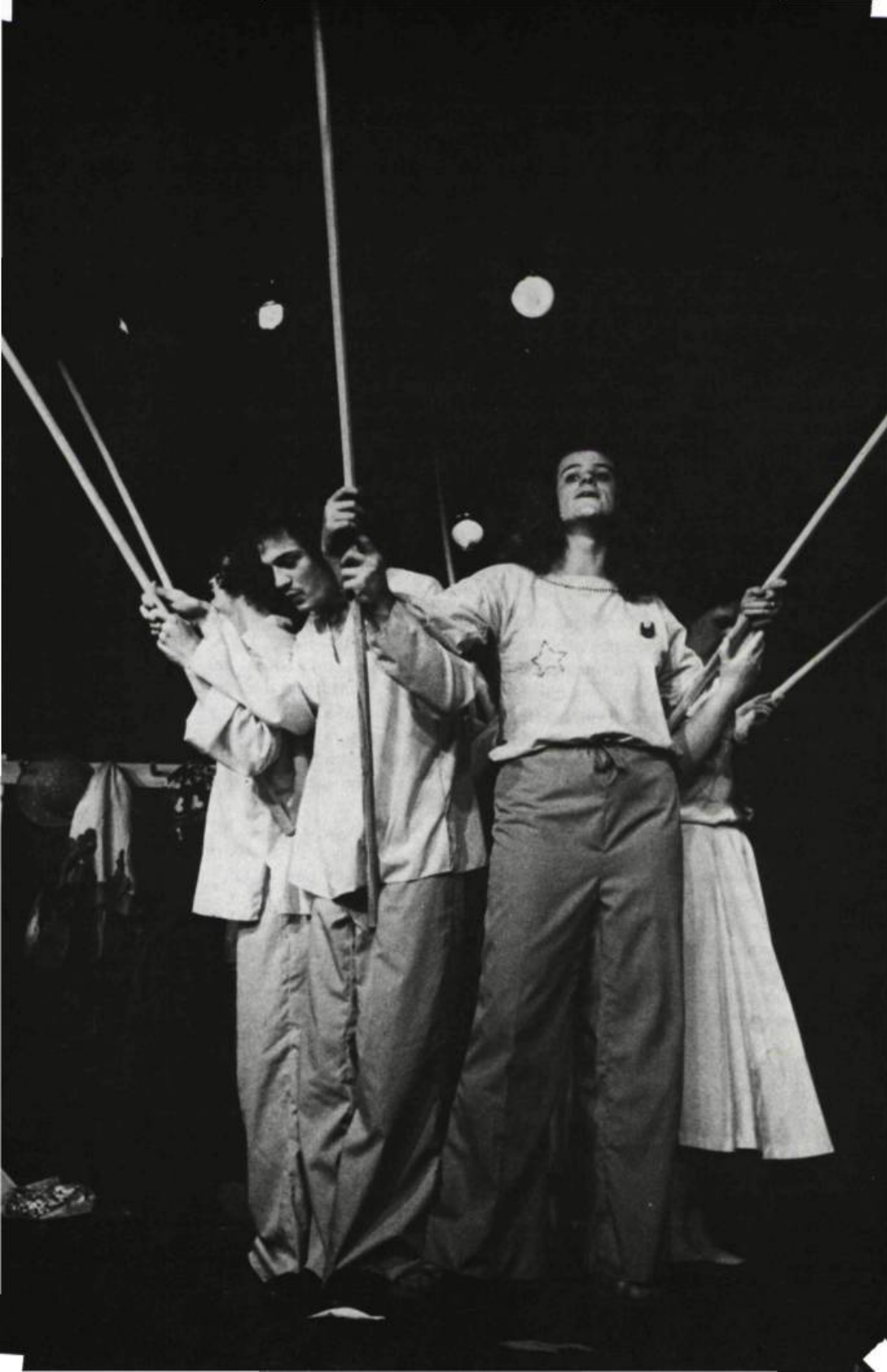
les impératifs économiques...

Les discussions ont ensuite porté sur les impératifs économiques qui régissent le travail des troupes, pour ne pas dire qui «réduisent» le travail des troupes. C'est toute la problématique de l'implication et de la survie, deux notions souvent contradictoires; l'importance de la deuxième tend souvent à réduire les effets de la première, et cela dans toutes les régions. Il apparaît bien évident à chacun que l'État ne remplit pas son rôle adéquatement face au développement d'une culture populaire, projet non rentable, qui se fait grâce au travail acharné de nombreux travailleurs culturels sous-payés. Cette insuffisance de fonds oblige les jeunes troupes à réduire leurs activités au minimum, bien que ce minimum exige toujours un maximum d'heures. Mais plus souvent qu'autrement, les troupes essaient de réaliser le maximum, ce sont les salaires qui demeurent au minimum, quand ce n'est pas carrément en-dessous du minimum. Mais comme le faisait remarquer une participante, il ne faut pas encourager «l'auto-cheap labour»; à trop gruger sur nos salaires et nos besoins économiques pour assurer la survie de la troupe, on finit par gruger aussi notre moral de travailleur culturel et de citoyen qui peut s'impliquer.

Cependant, il arrive à plusieurs troupes de faire un travail militant ou de solidarité avec certains groupes, syndicats ou autres organismes. Mais chacun fait la différence entre un bénévolat naïf (ex. la St-Jean) et un travail militant et solidaire d'une cause précise.

...et le reste

Trois autres points de discussions furent également soulevés. D'abord la question



d'un répertoire Jeune Théâtre et des objectifs de diffusion. La question d'un répertoire par rapport à un travail d'implication et aussi par rapport aux moyens de le réaliser. Théâtre miroir? Théâtre de conscientisation? Théâtre révolutionnaire? Une réponse qui semblait rallier la majorité: les troupes font un théâtre qui parle des problèmes quotidiens et réels de la population (logement, fermeture de villages, relations humaines, chômage, garderies, endettement, etc.) pas seulement pour en voir les effets, mais aussi pour en connaître les causes et les possibilités de transformation. Comme de plus en plus de spectacles sont créés en collaboration avec des organismes populaires, ce n'est plus seulement la vision d'une troupe que l'on voit sur scène, mais plus largement celle de plusieurs personnes impliquées à différents degrés dans un travail social et culturel.

Il y a aussi toute l'animation faite par les troupes qui produit des effets positifs non négligeables. Il y a maintenant des regroupements de citoyens qui prennent en main leurs moyens et qui créent leurs propres spectacles avec, si nécessaire, l'aide technique des animateurs du Jeune Théâtre.

Le répertoire du Jeune Théâtre est en voie d'en devenir un de collaboration à des organismes ou à des causes et ses de diffusion s'en trouvent d'autant précisés. C'est cette diffusion qui permet, par l'exemple qu'elle prêche (on a toujours dit que les praticiens du Jeune Théâtre avaient un petit côté missionnaire), la naissance d'un théâtre populaire: la population sent le désir de parler, elle aussi, de sa réalité et de prendre en main son vouloir et son pouvoir!

On a aussi abordé la question du théâtre de loisir dont il est de plus en plus question, vu la recherche-action en théâtre d'amateurs mise de l'avant par l'A.Q.J.T. entre autres, et l'approche des États généraux du théâtre d'amateurs. La majorité des personnes rassemblées à la rencontre semblait trouver

l'expression «de loisir» comme étant parachutée et ne rendant aucunement justice à l'action de certains groupes, pas plus que ne le faisait à l'époque le péjoratif terme «amateur»!

En fait, ces épithètes viennent compartimenter les troupes entre les différents ministères pour faciliter la tâche des fonctionnaires dans le fait de savoir qui relève de qui? Pourtant il est des troupes dites «de loisir» qui contribuent davantage à notre culture que bien des troupes «professionnelles». Cette division simpliste constitue le problème majeur de l'A.Q.J.T. qui, subventionnée uniquement par le M.A.C. pour ce qui est du Québec, regroupe toutefois des troupes de «loisir» aussi bien que des troupes de métier. Il serait nécessaire à l'A.Q.J.T. de recevoir également des subventions du H.C.J.L.S. afin d'avoir une action soutenue et un plan de développement adéquat pour tous ses membres. Car, à l'A.Q.J.T., et dans la réalité, qu'importe où les fonctionnaires vous classent, il s'agit d'un même théâtre populaire à développer! Il ne faut pas oublier non plus que l'action d'une association comme l'A.Q.J.T. s'étend souvent bien au-delà de ses membres.

Avant de conclure, les participants se sont attardés à l'épineux problème du recrutement et par le fait même sur toute la problématique d'une formation «Jeune Théâtre». Là encore l'État ne joue pas son rôle d'agent de développement d'une culture populaire comme il en parle dans son Livre blanc sur le développement culturel. Tout l'argent investi dans les écoles de théâtre au Québec doit être considéré comme une subvention indirecte au théâtre institutionnel qui peut ainsi former ses artisans aux frais des contribuables, après avoir fait une sélection élitaire, alors que de leur côté, les troupes doivent assurer elles-mêmes leur formation et celles de tout nouveau membre. Une jeune troupe, en lutte pour sa survie, aura toujours des problèmes à intégrer une personne sans for-

mation adéquate au travail de troupe où le jeu n'est qu'un aspect de la besogne à accomplir et où la formation traditionnelle se montre insuffisante.

De plus, il est difficile pour les troupes de conserver une équipe stable. Les conditions de vie rendent les départs inévitables à court ou moyen terme et les remplacements ne sont pas faciles.

en conclusion

Il faut retenir de cette rencontre qu'elle aura permis de faire un tour d'horizon assez complet et détaillé des régions représentées. Il nous est possible de penser que la situation des régions absentes doit s'apparenter à celle des régions présentes, en général. Outre les discussions autour des structures régionales et du travail en région, un consensus s'est établi entre les participants autour des problèmes économiques, consensus qui faisait apparaître comme très importantes et toujours nécessaires les revendications que l'A.Q.J.T. met de l'avant très activement depuis deux ans en ce sens.

Il faut aussi souligner le climat de maturité dans lequel s'est déroulée la rencontre. Jamais on aura aussi bien senti l'importance d'un regroupement comme l'A.Q.J.T. qui permet la possibilité de telles rencontres qui réunissent aussi bien des membres que des non-membres de l'association. Les troupes et individus présents comprenaient très bien l'urgence d'un front commun de tous les travailleurs culturels pour mener à bien leurs revendications et aussi pour faire avancer leurs pratiques et s'enrichir des expériences respectives de chacun. Bref, une rencontre enrichissante et stimulante à tous points de vue!¹

pierre rousseau

1. Des bandes enregistrées de cette rencontre sont disponibles au secrétariat de l'A.Q.J.T. qui compte également en publier le compte-rendu dans une brochure, d'ici peu nous l'espérons!